

interessez, sauf a eux de prendre cy apres telles conclusions qu'ils aduiseront bon estre contre qui il apartiendra par raison, l'ordonnance estant au bas portant qu'icelle requeste et pieces y jointes seroient mises ez mains du dict sieur de Villeray pour en faire son raport ; La dicte requeste et ordonnance en datte du dict jour neufiesme du dict mois ; L'arrest du quatorziesme du dict mois ensuiuant portant que le tout seroit communiqué au procureur general ; Conclusions du procureur general en consequence, en datte du jour d'hier, Et tout considéré LA COUR auant faire droiet sur l'eueocation pretendüe et sur aucuns chefs de la requeste des dicts Bazire, de Granduille Jolliet et Mocart, du dict jour neufiesme du present mois, les a receus et reçoit apellants de la dicte sentence d'ajournement personnel, Et tout ce qui s'en est ensuiuy, a eux permis de faire intimer les dicts Lieutenant general, Dumontier et Porlier, auxquels ils communiqueront dans trois jours leurs griefs et moyens d'apel, et au dict Lieutenant general leur prise a partie, lesquels fourniront et produiront leurs reponses au greffé de la Cour trois jours apres pour le tout communiqué au procureur general Et au raport du dict sieur de Villeray leur estre faict droiet au premier jour de Conseil, auquel jour les parties viendront prez, Mande la dicte Cour EtC.

DUCHESNEAU

---

**Du lundy vingtiesme jour de Januier 1676 de Matin.**

LE CONSEIL ASSEMBLÉ ou estoient Messieurs le Gouverneur, l'Intendant, les sieurs de Villeray, de Tilly, Damours, Dupont, de Lotbiniere, Depeiras Et de Vitray, Conseillers, le procureur general present.

SUR LA REQUESTE présentée a la Cour par françois de Chauigny sieur de la Chenrotiere comparant par l'huissier Genaple son procureur par laquelle pour les causes y contenües, il requiert luy estre donné acte de ce qu'il renonce a l'apel par luy interjetté de certaine sentence contre luy rendüe par le Lieutenant general de la preuosté de cette ville le treiziesme May dernier 1675 au profit de Marguerite Jasselin, et qu'il soit ordonné en procedant au Jugement de l'apel interjetté de la dicte sentence par la dicte Jasselin, que la somme de deux Cens Liures en quoy il est condamné par la dicte sentence, sera par luy payée pour la nourriture et entretien de l'enfant de la